

CULTURES ALTERNATIVES

# Jeunesse inofficielle



La nouvelle entrée du "Schapp" accueille le visiteur avec un message sans ambiguïtés.  
(photo: David Wagner)

**Le ministère de la famille et d'autres services multiplient les initiatives participatives pour la jeunesse. Il existe pourtant des projets spontanés qui eux doivent lutter. "De Schapp" en est l'exemple le plus actuel.**

"Il faut créer des instruments afin d'encourager la participation des jeunes", explique Marie-Josée Jacobs, ministre de la famille en charge de la jeunesse, lors de la conférence de presse présentant le nouveau Plan communal jeunesse (PCJ). Ensemble avec le Service national de la jeunesse, on ne peut pas dire que les institutions officielles chôment. Au contraire même. Une brochure d'une quarantaine de pages démontre, schéma et plan structuré à l'appui, de quelle manière une commune peut impliquer les jeunes citoyens à la vie démocratique locale.

Dans le plus beau jargon de conseiller 1ère classe, l'introduction explique qu'étant donné que l'Europe "avance à grands pas", que la globalisation réduit même le monde "à un village", le local devient "un niveau d'ancrage primordial de l'individu dans la société". C'est fou ce que le monde change.

En marge de ces initiatives, certains jeunes ont préféré s'engager à leur manière. Depuis l'été en effet, un entrepôt désaffecté des CFL est occupé par un groupe de jeunes désirant y réaliser leur utopie autogestionnaire (voir woxx 813 et 814). "De Schapp", c'est ainsi qu'ils ont baptisé ce local que les CFL avaient loué à une personne privée. Ne trouvant plus d'utilisation à ce local, la personne en question autorisa ces jeunes à occuper et aménager à leur guise le bâtiment. Le hic: le bail vient à échéance ce 1er novembre 2005. A cette date, le locataire remettra les clés aux CFL, qui reprendront possession de l'entrepôt situé aux abords de la route de Thionville.

L'organisation de fait "De Schapp" n'est évidemment pas enthousiaste à l'idée de devoir quitter cet îlot libertaire. "Ce serait dommage de laisser tomber quelque chose dans laquelle

nous avons investi trois mois de travail intensif", explique Gary Diderich, un des responsables de l'association. D'autant plus que personne ne sait exactement ce qu'il adviendra du "Schapp" une fois retourné à son détenteur d'origine. Des rumeurs circulent selon lesquelles l'entrepôt serait voué à la destruction afin de permettre aux CFL de reconvertir le terrain à des fins plus lucratives. Une logique que les responsables du Centre social et culturel autogéré - c'est ainsi qu'ils ont défini leur initiative - ne peuvent comprendre.

## Mauvaise communication

L'histoire embarrasse la direction des CFL. "On nous fait passer pour des méchants réactionnaires", se désole Paul Polfer, porte-parole de la compagnie ferroviaire. La direction affirme en effet qu'en l'absence de tout contact officiel avec les responsables du "Schapp", elle ne peut faire autrement que s'en tenir aux procédures. Il semble en effet que la communication n'ait pas été le point fort des relations entre les CFL et "de Schapp". Conscient de l'échéance du 1er novembre, "de Schapp" affirme avoir adressé une lettre aux CFL en date du 6 octobre afin de trouver un compromis permettant aux jeunes d'y rester. La direction quant à elle, nie toute communication épistolaire officielle. Et pour cause: la lettre n'a pas atteint la direction, mais a directement atterri dans la boîte de la société de gestion immobilière des CFL, la "CFL Immo S.A.". Après étude de la demande en conseil d'administration du 11 octobre, la société communique son refus aux responsables du "Schapp" deux jours plus tard.

Les CFL veulent faire preuve de bonne foi. "Nous serions heureux de savoir qui sont les responsables du "Schapp" et de connaître la teneur de leur pro-

jet." En attendant, ceux-ci s'activent: une pétition adressée à la direction qui explique le contenu du projet et résume leur proposition de compromis, circule depuis quelques jours et aurait déjà récolté plus de 300 signatures. Mercredi, une lettre officielle a également été envoyée au conseil d'administration.

Certes, le projet est spontané, mais les responsables du "Schapp" ne s'y sont pas complètement pris à l'aveuglette. Ils avancent en effet des propositions concrètes comme un "contrat de confiance" ou une "convention de prêt à usage", calquées sur des modèles existant déjà à l'étranger, notamment à Lausanne et à Genève. Des villes habituées aux cultures alternatives, en somme.

La création du "Schapp" ne s'est pas vraiment déroulée dans les règles de l'art du tout conventionnel luxembourgeois. Pour autant, l'initiative ne bute pas sur l'hostilité des milieux officiels. Aux yeux de Patrick de Rond, président de la Conférence générale de la jeunesse (CGJL), ce projet mérite une certaine attention: "Dans la mesure où ce projet fonctionne bien et ne cause aucun tort à personne, il serait dommage de lui mettre un terme pour cause de non dialogue. Peut-être pourrait-il même aboutir à quelque chose de plus structuré". La question est de savoir jusqu'où les responsables du "Schapp" seraient prêts à aller. L'expérience de la Kulturfabrik à Esch-sur-Alzette peut témoigner des projets victimes de leur succès. Après avoir été reconnue par les instances officielles, la KuFa est désormais confrontée aux mêmes contraintes financières et commerciales que d'autres hauts lieux culturels. Depuis, il ne reste plus grand chose de l'esprit subversif des débuts.

Mais tels ne sont pas les soucis actuels du "Schapp". Dans la logique de ses initiateurs, le projet se veut exemplaire. Un courriel résume d'ailleurs leur démarche: "Il y a un manque d'espaces pour des projets sociaux et culturels, néanmoins des bâtiments sont abandonnés en attendant leur démolition". Devant l'imminence d'une hypothétique évacuation, un "Big-Bazar", sensé sensibiliser un public plus large, aura lieu ces 29 et 30 octobre. Un prix d'entrée n'a pas été fixé. Comme toujours, les participant-e-s paieront en fonction de leurs moyens. C'est vraiment un autre monde.

David Wagner

## Mersch: CSV out

"Plus on parlait, moins on se comprenait." C'est le constat que tire Claude Adam (Verts), député et échevin de la commune de Mersch, après une demi-douzaine d'entrevues avec le CSV. Pour rappel: le CSV de Mersch proposa aux Verts - à l'issu des élections communales - d'entamer des pourparlers en vue de former la nouvelle coalition. En guise d'appât, le poste de bourgmestre pour Claude Adam. "Il était évident que le grand vainqueur des élections, les Verts, accepte de discuter avec le petit vainqueur qu'est le CSV", justifie Claude Adam. Mais à part l'offre d'un poste, le CSV n'avait que peu à proposer aux Verts. "Le CSV a été dans l'incapacité de s'exprimer clairement sur différents sujets." Hormis la politique des travaux, l'élu vert reproche au CSV d'être resté dans le flou au niveau des transports publics, du "Flexibus", de l'aménagement du quartier de la gare ou du projet "réserve Mamerdall". Par conséquent, les Verts ont décidé, ce mercredi, de laisser tomber le CSV et ont pris contact avec leur partenaire de coalition actuel, le DP. Les Verts vont-ils revendiquer le poste de bourgmestre? Pour Claude Adam, les questions de personnes ne sont pas prioritaires. Les dernières élections ont toutefois changé l'équilibre au sein de la coalition bleu-verte et Claude Adam le fait savoir: "Avant les élections, le DP avait six sièges et nous deux. Maintenant, le rapport est de quatre pour le DP et de trois pour nous. Il faudra en tenir compte."

## Sie werden gleich bedient ...

Erste Erfolge hatte am Donnerstag Ombudsmann Marc Fischbach zu vermelden, als er seinen Aktivitätsbericht 2004/2005 dem Parlament und der Presse vorstellte. So wurden auf eine Empfehlung des "Médiateur" hin zusätzliche BeamtInnen für die Rückerstattung der "TVA Logement" eingestellt, die dabei sind, die beträchtlichen Rückstände der letzten Jahre aufzuarbeiten. Fischbach gelang was Dutzende von parlamentarischen Anfragen nicht vermocht hatten: Die Gleichstellung zwischen nicht-europäischen EhepartnerInnen von LuxemburgerInnen und solchen von EU-Angehörigen. Doch strukturelle Kommunikationsprobleme zwischen Verwaltung und BürgerInnen gibt es immer noch: Fischbach wies darauf hin, dass die Verwaltungen oft nicht einmal telefonisch erreichbar sind, oder dass Bescheide unsigniert an die betroffenen Personen gerichtet werden, die so nicht einmal wissen, wer ihr Dossier behandelt. Auf die Frage der woxx, wie sich denn zwischenzeitlich die Beziehungen mit der Chambre des Fonctionnaires gestalten, die bei der Diskussion um das Schaffen eines Ombudspostens noch Fundamentalopposition geleistet hatte, antwortete Fischbach trocken: Während mit einer Reihe von Gewerkschaften schon Gespräche geführt worden seien, habe die CGFP, die er bereits fünf mal schriftlich um Kontakt gebeten habe, bislang nicht reagiert. Ein Fall für den Ombudsmann.

## Schlafloser Job

Konferenzen, Vorträge, Vernissagen ... JournalistInnen sind Abendmenschen. Auch so mancher Gesprächstermin verlagert sich in die Abendstunden und wird um das eine oder andere Bierchen verlängert. FrühaufsteherInnen sind in der Sparte demnach eher eine Seltenheit. Deshalb ist es gar nicht so einfach, sich um halb sechs in der Frühe zu einer Pressereise aufzurappeln. Doch noch größer ist der Frust, wenn man im Halbschlaf den Auffangparking Howald mit dem aus Hollerich verwechselt und deshalb die Veranstalter und KollegInnen einfach verpasst. Bus weg, Story weg. "Da hab ich mich sehr schön blamiert", sagt Kollege DV, der jetzt zur Strafe sämtliche Pressetermine auswendig lernen muss und das Haus erst verlassen darf, wenn er diese fehlerfrei aufsagen kann. Doch Rettung naht: Ist die Sommerzeit vorbei, werden woxx-intern die Uhren einfach nicht mehr zurückgestellt. Dann sind alle ihrer Zeit eine glatte Stunde voraus und so lassen sich kleinere Orientierungsprobleme noch rechtzeitig beheben.

Le "Schapp" organise un "Bizar-Bazar" le samedi 29 et dimanche 30 octobre dans l'entrepôt au 70, route de Thionville à Luxembourg-Ville.